

12 juillet 2022 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

DISCOURS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE RELATIF À LA STRATÉGIE ÉLECTRONIQUE 2030

Madame et messieurs les ministres,
Monsieur le Commissaire européen,
Mesdames et messieurs les parlementaires,
Monsieur le maire de Crolles,
Monsieur le maire de Grenoble,
Monsieur le président de la métropole,
Madame la vice-présidente de la région,
Mesdames et messieurs les élus,
Monsieur le directeur général de la BPI,
Monsieur l'administrateur général du CEA,
Cher Jean-Marc, cher Tom,
Mesdames et Messieurs, chers amis.

Tout a été dit sur l'importance de cet investissement, sur ce qui se joue ici, mais je suis néanmoins très heureux d'être parmi vous. Ce n'est pas un hasard si, en effet, je me retrouve là aujourd'hui, en cet été 2022, à Crolles, dans cette ville qui marque à la fois l'excellence scientifique, la création et l'innovation industrielle, et cette histoire de souveraineté dont on a beaucoup parlé. Parce que c'est bien ce qui se joue derrière cet investissement : c'est de se dire qu'ici, nous construisons les voies et moyens d'être maître de notre destin. On l'a tous vu, je rappelais tout à l'heure à quelques-uns, quand la France sortait de la paralysie complète du COVID et repartait pour s'arrêter, de confinement en confinement, ici, vous étiez déjà à pied d'œuvre pour produire parce qu'on s'était aperçu, dès le redémarrage un peu désordonné de notre planète, qu'il y avait des effets de rareté et qu'au fond, pour produire des téléphones mobiles et des voitures en masse en même temps et tout redémarrer, on avait besoin de ces fameux semi conducteurs que tout le monde avait oublié et qui étaient si essentiels à notre vie industrielle. Il en est en fond de votre industrie, comme d'une autre industrie d'ailleurs chère à la région, la chimie ; ce sont des industries sans lesquelles le reste de l'industrie ne peut pas fonctionner. C'est pour ça qu'à chaque fois j'insiste là-dessus : on y joue notre souveraineté et c'est aussi pour ça que vous m'avez là à vos côtés.

Le premier message clair que je voulais ici passer, c'est celui de notre réindustrialisation. Cela a été dit ici : rebâtir notre indépendance et rebâtir notre indépendance industrielle. Elle n'allait pas de soi parce qu'il se trouve qu'il y a eu, il y a plusieurs années de cela, dans notre pays, des tentations de dire : l'industrie n'est plus à la mode. Parfois, on a même dit : on va abandonner l'industrie pour aller vers les services, l'industrie n'est pas l'avenir de nos nations. C'était une erreur funeste. Au-delà de ça, on a ensuite subi des chocs économiques profonds qui nous ont plus touchés que nos voisins, il faut bien le dire. C'est ce qui fait que la France, entre 2010 et 2015, après la grande crise financière de 2008-2012, a ainsi détruit plus de 400 usines. C'est cela la réalité de notre pays. Ce n'était pas une fatalité. Donc, tous - parce que c'est vraiment l'œuvre de la nation, c'est le travail de la France tout entière- nous avons redémarré et ces six dernières années, nous avons recréé 120 nouveaux sites industriels. L'année dernière, alors que la crise était encore là, 53 nouvelles implantations ont été mises en œuvre et nous avons ouvert deux fois plus d'usines que nous n'en avons fermé ; ce qui n'était pas arrivé depuis des décennies.

Le premier message que je veux faire passer, c'est que nous avons mis fin à cette lente désindustrialisation de la France. On rouvre des industries, on ouvre plus d'usines qu'on en ferme dans notre pays, on recrée de l'emploi industriel. Pourquoi ? Parce qu'on a fait les bons choix macroéconomiques. Il faut l'assumer parce qu'il ne faut pas faire bégayer l'histoire, revenir en arrière. On l'a fait. Pourquoi ? Parce qu'on a continué de former et d'attirer des talents par une bonne politique éducative, d'enseignement supérieur dans nos industries et une politique fiscale attractive - parce que si les talents, on les matraque plus que de l'autre côté de la frontière, ils vont de l'autre côté de la frontière -, par une politique de fiscalité du capital attractive, parce qu'on ne fait pas d'entreprise sans fiscalité du capital : ce sont des talents et c'est du capital investi. Par les choix faits il y a 5 ans, on a recréé la compétitivité du site industriel français, de la fiscalité, de ses entreprises et de ses investisseurs.

Ce n'est pas vrai qu'on peut créer de l'industrie sans faire cela.

Puis, on a massivement investi sur les savoirs, les compétences, l'innovation, la recherche, Madame la Ministre, avec une loi de programmation commençant à rattraper les retards qui avaient été accumulés là aussi, et des politiques massives d'innovation industrielle et technologique grâce à nos grands centres. La présence du CEA ici, de tant de ces grands laboratoires et de ces spins off en est la démonstration. Je pourrais ainsi scander beaucoup d'autres choses qui ont été faites. Ce qu'on a fait aussi en termes de formation et d'apprentissage a été essentiel, en particulier dans le tissu industriel, pour remettre nos jeunes justement dans ces métiers, et nous permettre de développer.

Il y a eu ensuite un deuxième train de réindustrialisation pendant la crise, grâce à France Relance. Avec France Relance, on a développé au niveau européen un plan industriel, mais on l'a décliné en France, avec vous le savez, 100 milliards d'euros d'investissements, dont 35 sur l'industrie, et une réindustrialisation numérique et verte. D'ailleurs, un peu plus d'un milliard a été déployé sur ce seul département de l'Isère, qui a de très grandes forces historiques, mais en permettant également de relocaliser des choses qui étaient parties. Le précédent Premier ministre, Jean CASTEX était à vos côtés il y a quelques mois, à Roussillon, pour rouvrir les usines de paracétamol. La production de paracétamol avait quitté la France. On a investi, on va le refaire chez nous. On pourrait citer les bottes Aigle et beaucoup d'autres, et là aussi, c'est de l'empreinte industrielle, c'est du coût du capital humain, c'est de la formation, ce sont des emplois, ce sont des embauches, ce qui nous a permis de créer ces dernières années 1 200 000 emplois nets dans notre pays.

C'est toute cette stratégie qu'on va poursuivre dans les prochains mois et les prochaines années, en continuant de baisser les impôts de production des entreprises parce qu'on est un peu décalé par rapport à certains de nos voisins, c'est ce qui leur permet de continuer à investir et à embaucher. Puis en investissant, et ça, c'est le cœur de ce qu'est France 2030, cher Bruno, avec 54 milliards d'euros qui sont en train d'être investis. Là, ce n'est plus France Relance, on ne répare pas, on ne relocalise pas, on ne consolide pas ; on bâtit des filières en profondeur pour construire nos industries de demain, en tenant compte de nos objectifs, c'est-à-dire la neutralité carbone 2050, la digitalisation, et répondre aux défis éducatifs, de santé du pays, etc.

Dans ce contexte-là, l'électronique a évidemment un rôle essentiel. Cela a été rappelé : ça a un rôle essentiel parce que c'est en quelque sorte l'industrie de l'industrie, en tout cas, cela fait partie de ces secteurs clés sans lesquels on ne peut pas développer, parce que toutes les transitions que nous sommes en train de vivre impliquent des innovations et de la production dans votre secteur. Quand on parle d'aller vers les véhicules électriques et une mobilité plus électrique, évidemment, on sollicite encore davantage l'électronique de puissance et les technologies qui sont produites dans vos secteurs. Quand on parle d'objets connectés, d'intelligence artificielle et de véhicules autonomes, on double cet effet, si je puis dire. Quand on parle de transition climatique et de créer de l'industrie en réduisant nos émissions et notre consommation d'énergie — et c'est absolument clé si on veut réussir à continuer de créer des emplois en tenant nos objectifs climatiques — on parle d'innovation dans le secteur électronique.

L'électronique, c'est 30 à 40 % des coûts de fabrication d'une voiture, 230 000 emplois et plus de 50 milliards de chiffre d'affaires chaque année. Je le dis ici pour ne pas faire de jaloux entre Crolles et Bernin, je pourrais citer les cousins de Soitec aussi, en même temps que STMicroelectronics et toutes les startups. Tout ça pour vous dire que l'électronique, évidemment, dans l'ensemble des sites qui sont concernés, joue ce rôle essentiel. Je veux ici remercier le Commissaire européen pour ce fameux Chips Act qui a été pris, parce que pour la première fois, en Européens, nous avons bâti un cadre d'innovation et de réindustrialisation. L'Europe s'est réveillée dans le cadre de cet agenda que vous m'entendez défendre depuis cinq ans, celui d'une indépendance, d'une souveraineté européenne, pour dire qu'on ne peut plus dépendre. Pourquoi ? Parce que, même si historiquement on avait fait, en particulier ici, ces innovations et cette production, progressivement, on avait laissé la production de masse se déplacer vers l'Asie. Quand le monde est reparti, je le disais à l'instant, ce sont nos industriels qui ont subi le plus de conséquences. L'Europe s'est dit, il y a un peu plus d'un an, qu'on doit bâtir les voies et moyens d'être indépendants, autonomes, et de ne pas aller frapper à la porte de grands producteurs dans quelques pays d'Asie pour pouvoir produire pour nous et relancer comme on le veut. Le Chips Act est absolument clé en ce qu'il bâtit une stratégie, un cadre et incarne cette Europe avec une Boussole numérique très claire : doubler la production de semi-conducteurs de pointe et durable pour atteindre 20 % de la production mondiale d'ici 2030. Au fond, l'idée est qu'on sort de la crise COVID en disant « L'Europe, c'est 10 % de la production, et bien, on se donne la décennie pour doubler notre part dans la production mondiale ». Cela signifie faire quasiment quatre fois plus, parce que, comme la production mondiale va elle-même doubler en raison de ces transformations d'usage, vous voyez bien le défi qui est devant nous.

C'est pour toutes ces raisons que nous avons construit le plan électronique 2030, grâce à ce cadre européen, grâce à nos investissements, dont je veux ici vous donner les principaux axes et qui est un des éléments clés de France 2030. Premièrement, c'est ce fameux plan européen, le PIIEC, qui est permis par la Commission, son travail et dans lequel nous allons investir beaucoup d'argent public et où il va y avoir aussi beaucoup d'argent privé qui va être mis. À l'échelle française, la première priorité, c'est de développer les technologies dont notre futur a besoin et donc d'avoir une dynamique de soutien inédite. Pour ce faire, on va structurer les chaînes de valeur dans notre pays autour de quinze chefs de file industriels : STMicroelectronics, Soitec, Lynred, X-Fab

Teledyne, Renault, Valeo et Valeo-Siemens, Continental, Vitesco technologies, Murata, Aledia, Orange, Atos et Airbus ; autour d'environ 150 partenaires tricolores, startups, PME, entreprises de taille intermédiaire, mais aussi des chercheurs, du CEA, du CNRS, de beaucoup de laboratoires académiques, de beaucoup d'universités.

Dans ce cadre, le bassin grenoblois est bien sûr à l'honneur, mais pas seulement. Huit régions accueilleront des projets industriels de ce fameux PIIEC, qui sera un vivier d'embauches, avec plusieurs milliers d'emplois qui seront créés dans les prochaines années. On le disait, les besoins de recrutement, c'est 18 000 emplois sur les trois prochaines années sur la filière. Au total, ce sont ainsi plus de 10 milliards d'euros qui seront injectés dans notre industrie pour la création d'une bonne dizaine de nouvelles usines ou de nouvelles lignes de production. C'est un investissement dans la filière qui est inédit dans notre histoire. Globalement, ça devrait concourir à une augmentation de la production en France dans les quatre/cinq prochaines années de l'ordre de 30 %, avec cet objectif de nous rendre plus autonomes et d'accélérer en particulier notre transition énergétique et climatique grâce à ces innovations.

Évidemment, le deuxième pilier de cette stratégie, c'est l'investissement qui est fait ici. C'est pour ça que vous m'avez parmi vous et que je veux féliciter les deux dirigeants, toutes leurs équipes et leurs collaborateurs, et remercier les équipes des ministères impliqués qui se sont beaucoup mobilisées, en particulier autour de BPI et du ministre de l'Économie et des Finances. Crolles accueillera bientôt en effet, une nouvelle capacité très importante de production de semi-conducteurs, cette « méga-fab », dans le cadre d'un partenariat entre STMicroelectronics et GlobalFoundries. C'est la première fois qu'un tel projet associe ces deux types d'acteurs jouant sur des synergies, des complémentarités, de manière totalement inédite. Si je puis dire, nous allons y mettre tous les moyens puisque ce sont 5,7 milliards d'euros d'investissements qui viennent s'ajouter aux 10 milliards pour le pays que je viens d'évoquer, qui sont investis sur le site de manière à doubler ici les capacités de production d'ici 2027. C'est un investissement sans précédent. Pour reprendre vos mots, Jean-Marc, c'est « faire en trois ans et demi ce qui a été fait en 30 ans d'histoire en termes de capacité de production sur ce site ». Donc, vous le voyez, c'est une accélération massive de l'histoire industrielle de notre pays, mais aussi du site de production ici-même. Ce projet créera plus de 1 000 emplois et servira à justement servir les besoins de nos industries prioritaires dans toute l'Europe, mais aussi de nos PME spécialistes du secteur, je l'espère. Plusieurs sont en train de se créer et cherchent de la capacité de production et pourront ainsi la développer en Europe et tout particulièrement en France. Je veux donc vraiment saluer toutes les équipes de ST, de GlobalFoundries, de l'État et de la Direction générale des entreprises pour accompagner cette stratégie nationale, cet investissement massif ici sur le site de Crolles et donc, ces 16 milliards d'euros d'investissements industriels.

Dernier point sur lequel je voulais terminer : la recherche et la formation. Parce que si on veut préparer la génération d'après, former les talents dont on a besoin, on a le devoir en même temps d'investir massivement dans ce levier de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation et ce, pour nous placer dans le peloton de tête international de l'électronique en 2030. Nous en avons les capacités. On a des acteurs historiques comme le CEA, toutes les entreprises qui sont sorties des grands labos historiques du CEA, dont vous faites partie. Nous allons ainsi investir un programme de 800 millions d'euros d'argent public en termes de recherche et d'innovation. Ces 800 millions vont nous permettre d'abord d'accompagner le CEA, les entreprises concernées, dans cette stratégie de miniaturisation dont a parlé le Commissaire BRETON à l'instant, jusqu'au nœud technologique des 10 nanomètres. On a déjà le cap qui a été fixé et je sais que plusieurs d'entre vous y travaillent - le 7nm et au-delà - mais sur le FD SOI ce sera déjà une vraie révolution et donc, on va investir massivement pour pousser la miniaturisation justement des composants semi-conducteurs FD-SOI jusqu'au 10 nanomètres.

Deuxième élément qu'on va aussi accompagner, c'est l'ambition de France 2030 de repousser la frontière technologique dans tout le secteur et donc, cibler plusieurs autres laboratoires publics et privés et investir - dans ces 800 millions - 200 millions d'euros dans des start-ups, PME/ETI françaises innovantes et grands laboratoires pour aller sur d'autres formes de projets et stimuler aussi la compétition au sein de l'écosystème français.

Troisième élément, on aura aussi un levier de financement et de développement de recherche exploratoire. 86 millions d'euros y seront consacrés avec l'université de Grenoble, les grands organismes tels que le CNRS, là aussi le CEA, pour développer la perception numérique, les composants ou encore le calcul. Là aussi, évidemment, la région est au cœur de cette ambition, compte tenu de son histoire et des grands laboratoires et des universités concernées, mais ça concernera toute la France et nos grands laboratoires.

Et puis, au-delà de ces grands projets de recherche, de ces 800 millions, c'est évidemment la formation qui est une nécessité. Si on veut accompagner ce développement, d'ailleurs, plusieurs d'entre vous m'ont interpellé quand je vous rejoignais sur ce sujet : il faut pouvoir former. Et donc, continuer de développer les formations universitaires dans nos écoles d'ingénieurs, développer aussi l'alternance et l'apprentissage pour pouvoir être au rendez-vous des compétences et le faire en partenariat avec les entreprises et les collectivités territoriales qui jouent un rôle clé en la matière. On a, je le disais, une vraie dynamique de création d'emplois dans la filière. Tous les niveaux de formation sont concernés. Et un dispositif de soutien est ouvert et doté pour la filière

Les niveaux de formation sont concernés. Et en matière de soutien, ce budget est couvert et doté, pour la filière électronique, d'un budget de soutien de 50 millions d'euros aux formations. Je le dis parce que c'est essentiel : la nation fait le choix d'investir là aussi pour accompagner cet effort. Il nous faudra aller plus loin. La ministre y reviendra, elle aura à le déployer, mais avec le soutien à l'université de Grenoble que nous allons financer à hauteur de 27 millions d'euros, en plus de cela, on va décider aussi d'ouvrir de nouvelles formations, d'accompagner notre université pour justement là aussi, être au rendez-vous de la formation et des compétences.

Et donc, vous le voyez, en étant parmi vous aujourd'hui, je viens célébrer une bonne nouvelle, mais essayer de vous dire combien, ce qui est décidé ici aujourd'hui est au cœur des défis qui sont les nôtres : celui de la souveraineté industrielle et la réindustrialisation ; celui de la transition énergétique, climatique et numérique, parce qu'en particulier quand on parle de FD-SOI - vous le savez infiniment mieux que moi - on parle de technologies qui réduisent la consommation d'énergie et qui permettent de faire de l'innovation en consommant beaucoup moins et en faisant donc de l'économie d'énergie, qui est une source aussi d'efficacité collective et de réduction de nos émissions ; et je viens vous parler d'investissement dans notre industrie, nos formations, notre recherche pour la nation dans les années qui viennent.

Vous le voyez, je suis pour ma part convaincu que les temps que nous vivons, qui viennent après le Covid, bousculer l'Europe et la France : la guerre qui revient à nos frontières, l'inflation qui est là, notre dépendance dans de nouveaux secteurs que nous touchons du doigt, ne doivent pas nous conduire à revenir en arrière, mais au contraire à accélérer les stratégies d'indépendance et d'ambition en matière de recherche et d'industries qui sont les nôtres. Nous devons faire une France et une Europe plus fortes, plus indépendantes, plus ambitieuses pour relever nos défis, pour créer des emplois, pour créer des emplois mieux payés, pour les générations qui sont aujourd'hui à l'œuvre et nos enfants, et assumer d'investir dans notre recherche et notre appareil de formation pour pouvoir y répondre. C'est toute cette stratégie qu'aujourd'hui je vous annonce pour l'électronique. C'est une partie de ce cap de la France 2030, et ici à Crolles, ce cap est plus qu'illustré, il est en train d'être mis en œuvre, et nous allons continuer d'accélérer.

Tout cela, et je terminerai sur ce point, n'est possible que parce qu'il y a eu avant nous des femmes et des hommes qui avaient une vision forte, qui ont su vouloir faire, et des générations qui ont su consolider ces savoir-faire. Et donc, tout ça n'est possible que parce qu'il y a les femmes et les hommes que vous êtes, qui étaient là à l'instant, à l'accueil et qui sont rentrés un peu au frais, à juste titre, mais qui avaient fait fructifier les innovations, la recherche fondamentale et ensuite les développements industriels qui ont été ici produits. Et donc je veux vraiment rendre hommage aussi à des générations qui se sont ici succédées, qui ont été visionnaires, qui ont su porter ces savoir-faire français. Il y a quelques années, on se remémorait, on a vécu des moments difficiles et parfois de doutes. C'est parce qu'on a résisté dans les moments de doute, c'est parce qu'il y a des femmes et des hommes qui ont continué d'y croire, de porter ces savoir-faire et de les transmettre que nous pouvons aujourd'hui avoir les ambitions que je viens de vous exposer. Et donc c'est à vous toutes et tous, et à eux, que je pense en vous annonçant ces bonnes nouvelles parce qu'à notre tour, nous allons investir et faire pour des générations qui ensuite, je l'espère, pourront redoubler encore d'ambition ici-même, et ailleurs sur le sol français et partout en Europe.

Voilà les quelques mots et les quelques ambitions que je souhaitais porter et partager avec vous, en vous remerciant pour l'accueil, le savoir-faire, le professionnalisme, l'engagement et l'ambition collective que nous portons pour le pays.

Vive la République ! Et vive la France !